

Le Sri Lanka : de l'effondrement économique à la révolte

Lola Guyot

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/4 Hiver**, PAGES 127 À 138

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304827

DOI 10.3917/pe.224.0127

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-4-page-127?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le Sri Lanka : de l'effondrement économique à la révolte

Par **Lola Guyot**

Lola Guyot, titulaire d'un doctorat de l'Institut universitaire européen de Florence, enseigne à Sciences Po Lille.

En 2022, le Sri Lanka a été secoué par une crise économique et politique inédite. Au cours du mois d'avril, le pays a fait défaut sur le remboursement de sa dette et s'est retrouvé dans l'incapacité d'emprunter sur les marchés internationaux. L'inflation a frappé les classes populaires de plein fouet et la pauvreté a gagné du terrain. Une partie de la population s'est alors mobilisée pour obtenir le départ du clan Rajapakse, au pouvoir depuis deux décennies, accusé d'incurie et de corruption.

politique étrangère

En 2022, le Sri Lanka a été le théâtre d'une crise économique et politique sans précédent. Elle s'est soldée par le départ de l'ensemble du clan Rajapakse, qui dominait la sphère politique nationale depuis 2005¹. Durant des mois, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour demander que la puissante famille abandonnât le pouvoir et que ses membres fussent traduits en justice. Les images de manifestants sri lankais prenant d'assaut la résidence officielle du président, se prélassant sur son lit et se baignant dans la piscine dans une ambiance festive ont fait le tour du monde.

Un tel désaveu du clan Rajapakse, réélu triomphalement en 2019, aurait été impensable quelques mois auparavant. Le basculement du pays dans la contestation s'est fait sur fond de la crise économique la plus sévère que le Sri Lanka ait connue depuis son indépendance. La gestion calamiteuse de cette crise par le gouvernement a conduit une partie de la population, dont les besoins les plus élémentaires n'étaient plus assurés, à

1. La famille fut au pouvoir de 2005 à 2015, lorsque Mahinda Rajapakse était président, puis de 2019 à 2022, sous la présidence de son frère Gotabaya, ancien secrétaire à la Défense. Durant ces deux mandats, plusieurs autres frères Rajapakse détenaient des ministères clés, et des dizaines de membres de la famille occupèrent des postes élevés dans l'administration.

remettre en cause l'incompétence, mais aussi les pratiques autoritaires, d'un régime qui avait jusqu'alors bénéficié d'une certaine assise populaire.

Un pays à l'arrêt

La crise économique trouve sa source dans le manque de devises étrangères, nécessaires au remboursement de l'énorme dette extérieure du pays et à l'achat de produits importés essentiels – l'économie sri lankaise étant étroitement dépendante d'importations pour les denrées alimentaires, les produits médicaux et le carburant. Les réserves en devises étant proches de zéro en avril 2022, le gouvernement annonça qu'il suspendait le remboursement de la dette publique extérieure, laquelle s'élevait à plus de 50 milliards de dollars. Il se trouva aussitôt dans l'incapacité d'emprunter de l'argent sur les marchés internationaux, d'où, dans les mois suivants, un blocage complet de l'économie du pays. Avec l'explosion de l'inflation² et l'effondrement de la valeur de la roupie sri lankaise, les produits de première nécessité importés devinrent inabordables ou introuvables, le gouvernement ne disposant pas des fonds suffisants pour se les procurer. Les médicaments et le matériel médical – largement importés – vinrent également à manquer³, conduisant certains patients à mourir de maladies pourtant traitables.

Pénuries et explosion des prix précipitèrent une partie de la population dans l'insécurité alimentaire. Selon un sondage mené en avril par l'Organisation des Nations unies, 70 % des personnes interrogées indiquaient sacrifier un repas par jour et près de la moitié des enfants du pays avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence⁴. De nombreuses personnes se virent contraintes d'emprunter pour couvrir des dépenses essentielles comme les factures d'électricité ou le loyer. Avec les pénuries de carburant, les files de voitures s'étendant sur des kilomètres devant les stations d'essence devinrent courantes sur l'île. Les conducteurs étant parfois forcés d'attendre plusieurs jours pour obtenir du carburant, ces queues interminables furent responsables de plusieurs décès. Face à une pénurie totale en juin, le gouvernement en vint à interdire⁵ la vente de carburant aux particuliers, afin de réserver son utilisation aux urgences.

2. L'inflation des prix des denrées alimentaires a atteint 80 % en juin 2022. « Au Sri Lanka, un nouveau record de l'inflation des denrées alimentaires à plus de 80 % (PAM) », Nations unies, 27 juillet 2022, disponible sur : <https://news.un.org>.

3. H. Ellis-Petersen, « "People are Going to Die": Crisis-Hit Sri Lanka Runs Out of Medicine », *The Guardian*, 31 mai 2022, disponible sur : www.theguardian.com.

4. « Sri Lanka: Economic Crisis Puts Rights in Peril », Human Rights Watch, 16 août 2022, disponible sur : www.hrw.org.

5. R. Vaidyanathan, « Sri Lanka Fuel Crisis: Waiting for Days to get Fuel », *BBC news*, 1^{er} juillet 2022, disponible sur : www.bbc.com.

Les pénuries mirent le pays à l'arrêt. Incapables de se déplacer, de nombreuses personnes cessèrent de se rendre sur leur lieu de travail. Faute de conducteurs et de carburant, les transports publics furent largement interrompus. La crise énergétique s'accompagna également de coupures de courant qui pouvaient durer jusqu'à douze heures par jour, forçant les entreprises à limiter ou arrêter leurs activités et faisant ainsi perdre leur emploi à de nombreux travailleurs⁶. En juin 2022, le gouvernement ordonna la fermeture temporaire des écoles et des institutions publiques non essentielles pour réduire les déplacements. Il débloqua même du temps libre pour les fonctionnaires afin qu'ils puissent cultiver des produits alimentaires et encouragea les habitants à chercher du travail à l'étranger.

Cette crise sans précédent a durement frappé les populations les plus pauvres mais les pénuries de denrées alimentaires, de médicaments et de carburant ont aussi affecté la classe moyenne. Seuls les Sri Lankais les plus riches ont été relativement épargnés. Bien qu'accoutumé aux conflits et catastrophes naturelles, le Sri Lanka n'avait jamais été confronté à un effondrement économique d'une telle ampleur depuis son indépendance. En dépit de trente ans de guerre civile, la pauvreté demeurait jusqu'alors limitée dans la plupart des régions du pays, notamment grâce à des services sociaux relativement efficaces. La chute brutale du niveau de vie de la majeure partie de la population n'en fut que plus traumatisante.

Cet effondrement soudain de l'économie d'un pays en apparence relativement stable est lié tout d'abord à des facteurs conjoncturels externes. Entre 2019 et 2022, le Sri Lanka a dû faire face à une série d'événements catastrophiques pour son économie. Alors que les attentats terroristes de Pâques 2019 avaient déjà fortement affecté une industrie du tourisme dont dépendait en partie l'économie de l'île, la pandémie mondiale de Covid-19 et les mesures de confinement national mises en œuvre par le gouvernement l'interrompirent totalement. Or le Sri Lanka tirait la majorité de ses devises étrangères du tourisme. L'autre source importante de devises, les transferts de fonds des émigrés sri lankais employés dans les pays du Golfe, chuta également du fait de la pandémie, avec l'arrêt des migrations de travail. De sorte que le pays eut tôt fait d'épuiser ses réserves de change pour payer ses importations et rembourser sa dette. La guerre russo-ukrainienne, enfin, aggrava encore la situation, mettant fin aux importations de produits énergétiques et alimentaires venant de ces deux pays et conduisant à une hausse générale des taux d'intérêt.

6. P. Jayakody, « Life is a Never Ending Queue », *Groundviews*, 9 août 2022, disponible sur : <https://groundviews.org>.

Ces difficultés conjoncturelles se sont traduites au Sri Lanka par un effondrement brutal, parce qu'elles s'y sont combinées à des problèmes économiques structurels et à des décisions politiques inadaptées face à la crise.

L'économie sri lankaise repose depuis longtemps sur une concomitance dangereuse de taux d'imposition extrêmement bas et d'un endettement élevé. Le mélange de néolibéralisme et de clientélisme qui a caractérisé la politique économique sri lankaise à partir des années 2000 a conduit à des exonérations fiscales massives au profit des Sri Lankais les plus riches et des investisseurs étrangers. De nombreuses entreprises furent alors exemptées de tout impôt, laissant le gouvernement de plus en plus dépendant d'emprunts internationaux.

Ce recours systématique du Sri Lanka à l'emprunt international date des dernières années de la guerre civile⁷, alors que les capitaux affluaient vers les marchés émergents. Perçu comme une économie de sortie de guerre prometteuse, le pays commença par bénéficier d'importants prêts et investissements internationaux, qui n'eurent néanmoins pas de retombées économiques positives. De nombreux prêts contractés par les Rajapakse servirent en effet à financer des projets pharaoniques à l'utilité douteuse, dans la perspective de renforcer le prestige de la famille. Un port de commerce, un nouvel aéroport, un stade de cricket et un centre de conférences, tous de taille surdimensionnée, furent ainsi construits dans le fief du clan Rajapakse autour de Hambantota, une des régions les moins développées du pays. Ces « éléphants blancs » devinrent des gouffres financiers pour l'État⁸. Incapable de rembourser ses créances, le Sri Lanka entra dans une spirale d'endettement, contractant de nouveaux emprunts pour honorer les dettes précédentes.

La négligence et les décisions politiques calamiteuses de l'administration Rajapakse, dès son arrivée au pouvoir en novembre 2019, aggravèrent considérablement les problèmes chroniques de l'île. Début 2020, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe le pays, le gouvernement introduisit des mesures d'allègement fiscal massives, conduisant à l'un des ratios recettes fiscales/produit intérieur brut les plus bas au monde⁹. Ces réductions d'impôts asséchèrent encore un peu plus les recettes de

7. Le conflit qui opposa le gouvernement au mouvement séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) pendant près de trente ans se solda en 2009 par la victoire des forces gouvernementales.

8. L. Guyot, « Le Sri Lanka, victime de la diplomatie "prédatrice" de la Chine ? », *Études*, vol. 2, 2022, p. 19-27.

9. « Sri Lanka: Economic Crisis Puts Rights in Peril », Human Rights Watch, 16 août 2022, disponible sur : www.hrw.org.

l'État et lui valurent de voir sa note abaissée par les agences de notation financières, lui faisant ainsi perdre¹⁰ son accès aux marchés internationaux.

Une des politiques les plus nocives, et incongrues, du gouvernement de Gotabaya Rajapakse consista à interdire soudainement l'importation de tous les engrais chimiques en avril 2021. Cette mesure, dont l'objectif déclaré était de faire basculer le pays dans l'agriculture biologique, visait en réalité à économiser des devises étrangères en limitant l'importation de produits perçus comme non essentiels. Cette décision brutale obligea les agriculteurs à adopter des méthodes biologiques du jour au lendemain, sans ressources ni formation. Les rendements agricoles s'effondrèrent, de nombreux agriculteurs sombrèrent dans la pauvreté et le gouvernement fut alors contraint¹¹ d'importer davantage de denrées alimentaires.

Les politiques délétères d'un système autoritaire et corrompu

Ces politiques économiques délétères furent favorisées par un système autoritaire et corrompu, dépourvu de véritables contre-pouvoirs, en particulier sous les mandats des frères Mahinda et Gotabaya Rajapakse, respectivement au pouvoir de 2005 à 2015 et de 2019 à 2022. Au fur et à mesure que le pays s'enfonçait dans la crise, le gouvernement demeura imperméable aux critiques. Les membres de l'administration en désaccord avec la politique du régime furent écartés ou quittèrent¹² d'eux-mêmes le gouvernement en signe de protestation.

Si la famille Rajapakse parvint à dominer la scène politique sri lankaise pendant plusieurs décennies, c'est qu'elle s'était assuré le soutien d'une large part de la population majoritaire cingalaise, en capitalisant sur son statut de vainqueur de la guerre civile et en menant une politique ethnonationaliste. Les Rajapakse firent en effet la promotion d'une idéologie suprémaciste reposant sur un idéal de domination de la majorité bouddhiste cingalaise, et sur l'idée que les minorités – tamoule, puis musulmane – représentaient une menace existentielle pour la société. Après avoir été écartés du pouvoir en 2015, à la suite d'accusations de corruption et de népotisme, ils parvinrent à être réélus en 2019 à la faveur des

10. A. Keenan, « Sri Lanka's Economic Meltdown Triggers Popular Uprising and Political Turmoil », International Crisis Group, 18 mai 2022, disponible sur : www.crisisgroup.org.

11. A. Goreau-Ponceaud et D. Madavan, « Sri Lanka : de la crise économique à la crise politique », *The Conversation*, 19 mai 2022, disponible sur : <https://theconversation.com>.

12. B. Klem et D. Samararatne, « Sri Lanka in 2021: Vistas on the Brink », *Asian Survey*, vol. 62, n° 1, février 2022, p. 201–210.

attaques terroristes qui ébranlèrent le Sri Lanka cette année-là. Gotabaya Rajapakse réussit à capitaliser sur la haine de l'électorat cingalais à l'encontre de la minorité musulmane dont étaient issus les terroristes et à projeter l'image d'un leader fort, capable de rétablir la sécurité, la stabilité et la croissance économique.

C'est pourtant ce même électorat qui, frappé de plein fouet par la crise, descendit massivement dans la rue pour exiger le départ du président et de l'ensemble du clan Rajapakse.

L'*aragalaya* : de *Gota go home* à la remise en cause du système

Le mécontentement contre le gouvernement s'est accru dans le courant du mois de mars 2022, suite à un discours dans lequel le président se dédouanait de toute responsabilité. Des manifestations organisées partout dans le pays conduisent à la démission, le 3 avril, de l'ensemble des ministres du gouvernement, à l'exception du Premier ministre Mahinda Rajapakse. Deux membres de la famille Rajapakse quittent alors leurs fonctions : Basil, qui, en tant que ministre des Finances, sert de bouc émissaire, et Namal, fils et héritier supposé de Mahinda. Face au refus de démissionner des deux frères Gotabaya et Mahinda, contre qui se concentre la colère populaire, l'*aragalaya* (« la lutte ») continue et les manifestants occupent, à partir du 9 avril, l'espace de Galle Face Green, en plein centre de la capitale (ainsi que d'autres sites moins importants dans plusieurs villes du pays). Le jardin public occupé se transforme¹³ en petit village, avec des dizaines de tentes, des stands de distribution de nourriture, une bibliothèque, un centre d'aide juridique, un centre de premiers soins, un cinéma, une galerie d'art, une université, un potager... L'espace est renommé « GotaGoGama » – « gama » signifiant « village ». En sus des militants présents jour et nuit, des centaines de personnes viennent chaque jour visiter le site et apporter leur aide. Le gouvernement tente d'endiguer le mouvement de protestation en déclarant plusieurs fois l'état d'urgence, en procédant à des dizaines d'arrestations arbitraires, en bloquant l'accès aux réseaux sociaux et en allant jusqu'à ordonner à la police de tirer sur la foule¹⁴ (une personne tuée et plusieurs grièvement blessées par des tirs de la police en avril), sans succès.

Les revendications ont évolué au fil des semaines. Au début du mouvement, les manifestants se bornaient à réclamer le départ du président et

13. A. Pieris, « The Right to the City: GotaGoGama », *Groundviews*, 7 juin 2022, disponible sur : <https://groundviews.org>.

14. « Sri Lanka Crisis: One Killed after Police Fire Live Bullets at Protesters », *BBC News*, 20 avril 2022, disponible sur : www.bbc.com.

la nomination d'un nouveau gouvernement capable de gérer la crise. Du fait de l'ultra personnification du pouvoir, la colère populaire s'est d'abord focalisée sur Gotabaya et la famille Rajapakse, soudainement perçus comme des traîtres par ceux-là mêmes qui les avaient élus. Connu jusqu'alors sous le surnom de « Terminator », Gotabaya se vit brusquement qualifié de « voleur », « criminel » ou « fou à lier ». Dès le début du mouvement social, les manifestants firent du départ de la famille honnie un préalable à toute négociation avec le gouvernement.

À la faveur des processus de politisation induits par les intenses débats politiques sur le site occupé, les manifestants en vinrent à remettre en cause plus profondément le système politique. Ils dénoncèrent alors non seulement la mauvaise gestion de la crise économique par les Rajapakse et leur gouvernement, mais aussi les crimes politiques et les pratiques de corruption à grande échelle imputés à la famille, exigeant que ses membres fussent traduits en justice. Au slogan *Gota go home! S'ajouta Gota go to jail!*. Le discrédit des Rajapakse et de leurs alliés s'étendit ensuite à l'ensemble de la classe dirigeante, tous partis confondus, et les appels au départ englobèrent « les 225 », expression faisant référence aux 225 membres du Parlement¹⁵. Ce rejet global de la classe politique explique l'impossibilité d'une résolution institutionnelle de la crise. Sceptique quant aux capacités de l'opposition parlementaire à porter ses revendications, l'*aragalaya* se tint résolument à distance de la politique institutionnelle.

Les revendications évoluèrent enfin vers une refonte globale du système politique passant par une révision de la Constitution, certains manifestants demandant l'abolition du régime présidentiel au profit d'un régime parlementaire, le renforcement des contre-pouvoirs, l'introduction de mesures de transparence et un contrôle accru du personnel politique¹⁶. D'autres aspects, pourtant majeurs, de l'autoritarisme du régime comme son idéologie suprémaciste, l'oppression des minorités ou les crimes de guerre de la famille Rajapakse à l'encontre de la population tamoule ne furent pas réellement visés par les manifestants. Si certains groupes cherchèrent à inclure les revendications des minorités tamoule et musulmane, le mouvement dans son ensemble en resta distant, la grande majorité des participants étant des Cingalais ne rejetant *a priori* pas l'idéologie nationaliste bouddhiste¹⁷.

15. G. Constantitne, « Why Minorities Must Support the Struggle », *Groundviews*, 5 mai 2022, disponible sur : <https://groundviews.org>.

16. I. Chotiner, « The Hope and Fear of the Sri Lankan Protest Movement », *The New Yorker*, 22 juillet 2022, disponible sur : www.newyorker.com.

17. L. Gunasekara, « Waving the Lion Flag », *Groundviews*, 24 mai 2022, disponible sur : <https://groundviews.org>.

La particularité de l'*aragalaya* est en effet d'avoir été menée non par des opposants historiques au régime mais par ceux qui, jusqu'à la crise économique, formaient sa base électorale. Nombre de protestataires se décrivaient explicitement comme l'électorat bafoué de Gotabaya Rajapakse, s'auto-désignant comme « les 6,9 millions », en référence au résultat obtenu par le président aux élections de 2019. Le cœur du mouvement était plus précisément composé de jeunes Cingalais urbains de la classe moyenne, ce qui donnait à l'*aragalaya* une dimension générationnelle, les erreurs de la génération précédente étant présentées par les jeunes manifestants comme la source de leurs difficultés.

Le cœur du mouvement était composé de jeunes Cingalais urbains

Cette mobilisation de la jeunesse s'inscrivait dans la continuité de celle menée, les deux années précédentes, par des groupes sociaux issus de classes sociales plus pauvres : ouvriers du textile, travailleurs des plantations et fermiers. Ceux-ci avaient également voté pour Gotabaya en 2019, avant de se mobiliser contre les politiques inégalitaires du gouvernement dans le cadre de la pandémie de Covid-19. Lorsque les pénuries atteignirent les villes, c'est la jeunesse urbaine qui reprit le flambeau.

Elle gagna également le soutien des différentes branches de l'opposition traditionnelle au clan Rajapakse : forces politiques cingalaises plus libérales (même si les représentants des partis de cette mouvance n'étaient pas bienvenus dans le mouvement), formations politiques de gauche et, dans une moindre mesure, forces politiques dirigées par les minorités.

Les commentateurs furent nombreux à souligner avec enthousiasme le caractère composite et multiethnique des manifestations, auxquelles participèrent aussi bien moines bouddhistes que prêtres catholiques, musulmans et militants LGBT, dans un pays pourtant déchiré par les tensions identitaires. Si la nouveauté et l'importance de cette mixité ne doivent pas être sous-estimées, le mouvement est cependant loin de s'être caractérisé par un rejet du nationalisme bouddhiste. La participation très limitée de la communauté tamoule à l'*aragalaya* témoigne de la persistance d'une méfiance mutuelle et de divisions idéologiques profondes. Si de jeunes Tamouls ont pris part aux protestations, les organisations nationalistes tamoules dans l'ensemble se sont abstenues, arguant que l'*aragalaya* restait fermée à leur propre combat contre l'oppression de la minorité tamoule¹⁸. C'est donc avant tout la partie de la population cingalaise qui

18. H. Ellis-Peterson, « "We Want Justice, not Fuel": Sri Lanka's Tamils on North-South Divide », *The Guardian*, 22 juin 2022, disponible sur : www.theguardian.com.

constituait jusqu'alors la base du soutien aux Rajapakse qui fut à l'origine de leur déchéance.

Après des semaines d'occupation pacifique, les événements s'accéléraient le 9 mai. Alors que le Premier ministre Mahinda Rajapakse avait finalement accepté de démissionner à la demande du président, des membres de son parti organisèrent un rassemblement devant sa résidence officielle pour l'en dissuader, faisant venir par bus des centaines de soutiens à Colombo. Conduite par des députés, la foule se rendit à GotaGoGama, où elle attaqua les manifestants anti-régime. Devant l'inaction de la police, ces derniers, rejoints par des habitants de la capitale, ripostèrent violemment avant de prendre d'assaut la résidence du Premier ministre, qui fut exfiltré par l'armée. Le même jour, une quarantaine de propriétés appartenant au clan Rajapakse et à leurs alliés dans différentes parties de l'île étaient incendiées. Les événements firent plusieurs morts de chaque côté, les forces de police et l'armée ayant reçu l'ordre de tirer sur les manifestants. Plusieurs députés alliés des Rajapakse participèrent aux affrontements : un fut battu à mort et d'autres abattirent des manifestants.

Sans surprise, la démission du Premier ministre ne suffit pas à mettre un terme au mouvement de protestation, qui n'avait cessé de demander le départ du président. D'autant que Gotabaya nomma Ranil Wickremesinghe pour remplacer Mahinda – figure politique particulièrement dis créditée, dont le parti avait subi une humiliante défaite aux législatives de 2020. La nomination d'un homme faisant de la politique depuis quarante ans, cinq fois Premier ministre, surnommé *Deal Ranil* pour son talent en manigances de tous genres, allait clairement à l'encontre des aspirations démocratiques d'un mouvement dont l'un des slogans était *No deal politics*. Bien qu'officiellement opposant aux Rajapakse, Wickremesinghe était depuis longtemps accusé de protéger les intérêts de la famille. Pour les protestataires, en acceptant de rejoindre le nouveau cabinet de Gotabaya, il renforçait le gouvernement et mettait en péril les efforts pour se débarrasser du dernier Rajapakse au pouvoir. L'occupation de Galle Face Green se poursuivit¹⁹ aux sons des *Gota go home!* et *Ranil go home!*.

Ce n'est que deux mois plus tard que le président Gotabaya Rajapakse démissionna. Alors que les conditions économiques continuaient de se dégrader, les occupants de GotaGoGama avaient appelé la population de tout le pays à les rejoindre pour ce qu'ils présentaient comme l'effort final.

19. S. Saroor, « Is The "Aragalaya" Checkmated? », *Colombo Telegraph*, 13 mai 2022, disponible sur : www.colombotelegraph.com.

Le président Gotabaya Rajapakse a finalement démissionné

En dépit de la pénurie de carburant, des dizaines de milliers de personnes convergèrent vers le centre de Colombo, réquisitionnant trains et bus pour participer à la plus importante manifestation depuis le début du mouvement. Repoussant les cordons de policiers et de soldats, la foule prit alors d'assaut les résidences officielles et les bureaux du président et du Premier ministre, profitant dans une ambiance joyeuse de ces espaces luxueux. La résidence privée de Wickremesinghe fut quant à elle incendiée. Après s'être réfugié dans une base militaire tenue secrète, Gotabaya parvint à quitter le pays avec l'aide de l'armée et donna finalement sa démission²⁰ depuis Singapour le 14 juillet.

Après quatre mois de manifestations ininterrompues, l'*aragalaya* était donc parvenue à faire tomber la famille qui dominait la politique sri lankaise depuis deux décennies. Le mouvement n'avait néanmoins obtenu ni le renouvellement de la classe politique ni la démocratisation du système qu'il appelait de ses vœux. Dans les semaines qui suivirent la chute des Rajapakse, Wickremesinghe prit le pouvoir et la répression des protestations s'intensifia.

Désigné par Gotabaya pour le remplacer, Wickremesinghe devint président par intérim en attendant que le Parlement désigne un remplaçant selon les dispositions constitutionnelles. Bien qu'à la tête d'un parti disposant d'un unique siège au Parlement, Wickremesinghe était élu président le 20 juillet grâce au soutien du parti des Rajapakse – le Sri Lanka People's Front (SLPP) –, encore majoritaire à l'Assemblée. Il nommait au gouvernement plusieurs alliés des Rajapakse, ne laissant planer aucun doute sur ses intentions vis-à-vis des demandes populaires de réforme politique et de traduction en justice des membres du clan.

Plus violemment encore que ne l'avaient fait les Rajapakse, le nouveau président réprima le mouvement de protestation, qu'il avait qualifié de menace fasciste, suscitant de nombreuses critiques d'organisations internationales de défense des droits de l'homme²¹. Il ne tarda pas à déclarer l'état d'urgence, élargissant encore les prérogatives dont disposaient les forces de police lors des précédents états d'urgence. Dès le lendemain de son élection, il fit procéder à l'évacuation brutale, par l'armée, du bâtiment de l'ancien Parlement occupé pacifiquement par les manifestants,

20. A. Keenan, « Sri Lanka's Uprising Forces Out a President but Leaves System in Crisis », International Crisis Group, 18 juillet 2022, disponible sur : www.crisisgroup.org.

21. « Sri Lanka: Heightened Crackdown on Dissent », Human Rights Watch, 2 août 2022, disponible sur : www.hrw.org.

lesquels s'étaient pourtant engagés à le quitter le lendemain. Plus de cinquante personnes, dont des avocats et des journalistes, furent alors blessées. Les semaines qui suivirent virent la multiplication d'arrestations arbitraires de leaders présumés du mouvement, dont certains durent vivre cachés²² pour échapper à la répression.

Après le départ des Rajapakse, le mouvement connut un essoufflement. Si la violence de la répression est sans doute en partie responsable de cette démobilisation, cette dernière s'explique aussi par des dynamiques internes au mouvement. Tandis qu'une partie des protestataires aspiraient à des changements politiques radicaux et étaient prêts à rester mobilisés pour les obtenir, d'autres désiraient avant tout une sortie de la crise économique. Pour les premiers, Wickremesinghe était le représentant par excellence du régime autoritaire et d'une classe dirigeante discréditée dont ils souhaitaient débarrasser le pays. Les seconds le percevaient au contraire comme un facteur potentiel de stabilité, en raison notamment de sa capacité présumée à obtenir un prêt du Fonds monétaire international (FMI) – ce qu'il fit, de fait, en septembre 2022.

* * *

La crise économique et politique de 2022 a représenté un bouleversement majeur pour le Sri Lanka à de multiples égards. Un effondrement économique sans précédent a conduit à une remise en cause de l'ensemble du système et de la classe politiques, et ce par la frange de la population qui constituait la base électorale du gouvernement. La jonction avec les revendications plus anciennes des minorités opprimées par un régime ethno-nationaliste ne s'est pas réellement faite, mais le caractère relativement composite du mouvement de protestation, inédit dans un pays miné par les tensions communautaires, peut faire espérer un début de réconciliation.

En quelques mois, les manifestants sont parvenus à faire chuter la famille qui dominait la politique sri lankaise depuis une vingtaine d'années et semblait jusqu'alors intouchable. Mais les aspirations à un changement radical du système politique ne se sont pas concrétisées, le nouveau gouvernement restant dirigé par des alliés du clan déchu.

Dans ces conditions, il est peu probable que le président Ranil Wickremesinghe donne satisfaction aux revendications principales du mouvement,

22. « Sri Lanka Arrests Protest Leaders, Extends Emergency Laws », *Times of India*, 27 juillet 2022, disponible sur : <https://timesofindia.indiatimes.com>.

notamment par l'organisation d'élections anticipées qui permettraient un renouvellement de la classe politique sri lankaise et en s'engageant dans une véritable lutte contre la corruption. L'option répressive privilégiée par le nouveau président fait par ailleurs redouter un renforcement du rôle de l'armée dans la politique sri lankaise. Accusée de violations massives des droits de l'homme pendant la guerre civile, l'armée s'est jusqu'ici tenue à l'écart des événements, mais on peut craindre que cela ne dure pas. Le rejet généralisé du régime dont témoigne *l'aragalaya* et la probabilité que les difficultés économiques du pays perdurent en dépit du prêt du FMI – ce prêt étant conditionné à des restructurations très dures pour la population – rendent néanmoins envisageable un regain du mouvement de contestation.



Mots clés

Sri Lanka
Révolte sri lankaise de 2022
Gotabaya Rajapakse
Ranil Wickremesinghe